

LE PREMIER MINISTRE SAHRAOUI AVERTIT :**«Le décès de Aminatou Haïdar déstabilisera la région»**

Abdelkader Taleb Omar, Premier ministre sahraoui, a mis en garde, hier, la communauté internationale quant aux conséquences fâcheuses que provoquerait le décès de Aminatou Haïdar. De son côté, la militante des droits humains a dénoncé les pressions exercées sur elle par le gouvernement espagnol pour l'obliger à mettre fin à la grève de la faim.

Tarek Hafid Alger (Le Soir) - «Aminatou est aujourd'hui un symbole très important pour tout le peuple sahraoui. Si cela arrive à un terme désastreux, cela va vraiment changer la situation et va conduire à la déstabilisation de la région, ce que personne ne souhaite», a déclaré, hier, le Premier ministre de la République arabe sahraouie démocratique à la Radio nationale espagnole. Les propos de Abdelkader Taleb Omar sonnent comme une mise en garde à l'adresse de la communauté internationale. En clair : le décès de Aminatou Haïdar pourrait pousser le Front Polisario à mettre un terme à sa partici-

pation aux négociations avec le Maroc et à reprendre la lutte armée. De son côté, la militante des droits humains poursuit toujours sa grève de la faim qui se déroule depuis dimanche sous le contrôle de la justice espagnole.

En effet, la préfecture des îles Canaries a désigné un juge d'instruction qui a été chargé de «prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la vie et l'intégrité d'Aminatou Haidar», y compris son «hospitalisation», a précisé l'Agence France Press. Selon un des avocats de la militante sahraouie, l'éventualité d'une prise en charge sanitaire forcée paraît peu plausible du fait que la loi



Photo : DF

espagnole sur l'autonomie du patient interdit ce genre de pratique. Aminatou Haïdar a dénoncé les pressions qu'exerce sur elle le

gouvernement espagnol. «Le gouvernement espagnol n'a pas encore utilisé ses cartes de pression sur le Maroc. Au lieu de cela, il est

en train de faire pression sur moi. Je continuerai ma grève de la faim jusqu'à ce qu'il y ait une solution. Si je meurs, ce sera au gouver-

nement espagnol d'en assumer les conséquences juridiques et morales», a-t-elle assuré. Notons que la grève de la faim, entamée il y a 22 jours par la militante sahraouie, a provoqué une crise politique interne en Espagne. Le ministre espagnol des Affaires étrangères espagnol a même tendu la main aux partis d'opposition dans le but de trouver une position consensuelle dans la gestion de ce dossier.

Après avoir multiplié les manœuvres pour empêcher Aminatou Haïdar de rejoindre El Ayoun, la capitale du Sahara occidental occupé, le gouvernement marocain se met dans la position de la victime. Hier, le ministre marocain des Affaires étrangères Taïeb Fassi-Fihri est allé jusqu'à dénoncer «le chantage» que mène la militante sahraouie à travers cette grève de la faim.

T. H.

LA TERRE POUR SAUVER COPENHAGUE**La guerre du climat aura bien lieu**

Quinze mille participants, 192 pays, la plupart des décideurs de la planète Terre sont depuis hier à Copenhague. L'enjeu est de trouver de nouveaux mécanismes pour lutter contre le réchauffement climatique.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Ironie du sort ou choix délibéré, c'est le Danemark, pas chaud du tout, qui a été choisi pour accueillir l'événement. La bataille du climat va durer deux semaines. Deux longues semaines durant lesquelles les différents lobbies du froid et du chaud vont s'affronter. Les enjeux sont immenses, interplanétaires. Ils le sont d'autant plus que tout n'est pas sincère dans

cette histoire de réchauffement climatique. Plusieurs nations — nanties évidemment, parmi lesquelles des Européennes — utilisent le climat pour empêcher les autres d'accéder à l'industrie, au développement, au rayonnement économique. La Chine, l'Inde, le Brésil, le Venezuela et d'autres pays émergents refusent d'être les bœufs émissaires de cet immense conclave onusien. Depuis Kyoto, en effet, si des progrès ont été réa-

lisés dans le domaine, les plus riches, donc les plus pollueurs, Etats-Unis et Union européenne notamment, continuent de donner des leçons aux autres sans retenue, sans pudeur, alors qu'ils ne sont pas des exemples de refroidissement de la planète.

Même l'Afrique, si peu polluante, pour polluer, il faut avoir les moyens, n'est pas épargnée par l'égoïsme climatique occidental. Des législations rigides, cruelles vont imposer au continent noir des taxes contraignantes qui risquent d'hypothéquer ses chances de développement dans l'avenir. Pour autant, le fait que l'ONU et non pas

seulement le club des riches drive l'événement est en soi un acquis.

Le succès de la conférence de Copenhague n'est pas, à vrai dire, garanti. Réduire les émissions de gaz à effet de serre, oui, à quel niveau ? «L'augmentation du taux de CO2 dans l'atmosphère se situe au-delà du pire scénario esquissé en 2007», estiment d'éminents spécialistes. Pourtant, selon d'autres «cerveaux» dont le Français Claude Allègre, l'activité humaine, y compris les émissions de gaz à effet de serre, n'y est pour rien dans le réchauffement climatique. Il est vrai que les thèses de Claude Allègre et d'autres qui pen-

sent comme lui sont minoritaires. Est-ce une raison de ne pas les écouter ? Galilée, Ibn-Rochd, Freud, Bernard, Pasteur n'étaient-ils pas à l'annonce des conclusions de leurs recherches cloués au pilori, vilipendés, isolés ? Le président américain, qui sera présent à Copenhague, au fait de la sensibilité du dossier, a fait une déclaration réaliste : «Copenhague, a-t-il dit, ne résoudra pas tout mais peut être une avancée importante.»

Pour plaire aux ONG, associations et personnalités qui militent pour des accords précis, la guerre du climat aura bien lieu.

A. M.

IRAN**L'opposition brave le régime en manifestant de nouveau à Téhéran**

L'opposition au président iranien Mahmoud Ahmadinejad est de nouveau descendue dans la rue hier, bravant l'interdiction de manifester malgré un très important dispositif policier qui a fait usage de gaz lacrymogène et procédé à des arrestations, selon des témoins.

Des milliers de manifestants se sont rassemblés dans plusieurs universités de Téhéran, mais également à l'extérieur où toute manifestation avait été interdite par les autorités à l'occasion de la Journée nationale des étudiants. Ces rassemblements autour des universités ont entraîné de nombreux heurts avec les forces de l'ordre, selon les témoignages recueillis par l'AFP tout au long de la journée. Le calme est revenu en fin de journée, selon des témoins. Les autorités iraniennes avaient interdit aux

médias étrangers basés à Téhéran de couvrir ces manifestations, retirant leurs cartes de presse pour 48 heures à tous les journalistes travaillant pour ces médias. Plusieurs groupes d'opposition contestant la réélection du président Ahmadinejad en juin avaient appelé à profiter de cette journée, qui commémore la mort de trois étudiants lors d'une manifestation anti-américaine sous le régime du shah en 1953, pour réaffirmer leur rejet du gouvernement issu d'un scrutin jugé frauduleux.

Des manifestations ont eu lieu à l'intérieur de plusieurs universités, notamment à l'Université de Téhéran dans le centre-ville, totalement encerclée par la police, où des groupes se sont formés en chantant «Ya Hossein, Mir Hossein», selon des témoins. Ce cri de ralliement des opposants au

président Ahmadinejad associe le nom de l'imam Hossein, vénéré par les chiites iraniens, à celui de l'ancien Premier ministre Mir Hossein Moussavi, rival malheureux du président Ahmadinejad en juin qui est devenu un des chefs de file de l'opposition.

Des groupes d'étudiants bassidjis (miliciens islamiques) ont répliqué en criant «mort aux hypocrites», provoquant quelques heurts, selon les mêmes sources. A l'extérieur de l'université, la police, aidée par les bassidjis, a tenté pendant plusieurs heures d'empêcher le regroupement de centaines de manifestants, dispersant des petits groupes qui se reformaient rapidement un peu plus loin, selon des témoignages recueillis par l'AFP. La police a utilisé à plusieurs reprises des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, pourchassés

ensuite dans les rues adjacentes par des bassidjis en civil, parfois armés de pistolets électriques de type «taser», selon les mêmes sources.

Les forces de l'ordre ont procédé à des interpellations, selon des témoins. L'agence officielle Irna a évoqué simplement l'intervention de la police contre «un groupe d'émeutiers» cherchant à pénétrer dans l'université, ainsi que des «affrontements» dans les rues proches de l'université.

L'élection présidentielle controversée de juin, qui a provoqué d'importantes divisions au sein du régime, a également entraîné des manifestations à répétition ces derniers mois en Iran.

Ces manifestations ont été sévèrement réprimées par les autorités, qui ont arrêté des milliers d'opposants, dont plusieurs person-

nalités réformatrices condamnées ensuite à de lourdes peines de prison. Des députés conservateurs ont appelé hier les dirigeants de l'opposition à «cesser leur entêtement politique et d'éviter ainsi d'être la cible de la colère révolutionnaire du peuple». Mais Mir Hossein Moussavi a de nouveau critiqué le pouvoir : «Si vous imposez le silence dans les universités, que pouvez-vous pour la société ?», a-t-il lancé à l'adresse du gouvernement.

Un autre dirigeant réformateur, Mehdi Karoubi, a affirmé lui aussi hier que la répression n'était «de toute façon pas la solution, ni aujourd'hui, ni demain».

Une figure du clergé conservateur, le grand ayatollah Nasser Makarem Shirazi, a appelé de son côté à «l'ouverture d'un dialogue» avec l'opposition pour «calmer le climat politique».